

Temps d'échange 2_ rédaction Plan santé jeunes

Date : le 22/02/2017

Heure : 9h00

Lieu : IREPS

Noms retirés par la PEIDD (en l'absence de sollicitation des personnes citées pour autorisation de figurer dans l'article de la plateforme)

Structures présentes : PJJ, SPIP, Néréké m'sada, CCAS Dzaoudzi-Labattoir, Préfecture, DJSCS, CCAS Tsingoni, CCAS Pamandzi, REPEMA, CLSPD Chiconi, CRF, Ligue de l'enseignement, Pôle animation les naturalistes, Mairie de Dembéni, CUFR, MDA, IREPS

Ordre du jour :

- Eléments de bilan du PDSJ et données existantes
- Démarche de rédaction et échéance
- Identification des partenaires et thématiques

Déroulement

La réunion a débuté par une présentation de l'IREPS du bilan du plan santé jeunes depuis sa mise en place (voir PDF ci-joint).

Ce travail reste à approfondir, et correspond à la première partie du diagnostic qui est à établir sur le dispositif depuis sa mise en place.

Pour ce qui est de la rédaction du plan santé jeunes, les structures institutionnelles se sont accordées sur une démarche qui est la suivante :

- 1^{er} semestre 2017 : établir un diagnostic de ce qui a été mis en œuvre depuis la mise en place par commune, bilan des actions portées par l'IREPS, point sur les difficultés, faire un état des lieux précis sur la santé des jeunes (données stat, attentes des jeunes...) et faire un recensement exhaustif des actions portées en faveur de la santé des jeunes.
- 2^{eme} semestre : rédaction d'un cahier des charges pour la rédaction du PSJ en 2018.

Suite à cela, les participants ont amené leurs contributions et ont fait des propositions :

- Des actions santé sont mises en place dans le cadre des contrats de ville, à centraliser donc pour étoffer l'offre.
- Mise en place du copil réseau de santé sport, et un animateur du réseau va être nommé. Le CROS se charge de la rédaction d'un cahier des charges pour cela. L'IREPS pourra accompagner des associations dans leur demande pour bien répondre au cahier des charges. Peu de demande de subvention sont faites par rapport au sport santé. CDC jusqu'à 14 avril.
- Il serait aussi intéressant de travailler sur les thématiques de l'environnement, les jeunes sont sensibles à cela (qualité de l'air, de l'eau...) : pourquoi ne pas travailler sur les dangers liés à l'environnement. Une association existe, association hawa, et pourra être un des principaux partenaires. Il est nécessaire d'avoir une vision transversale et ne pas se

cantonner sur les thématiques, mais faire le lien entre elles. Pourquoi ne pas intégrer au sport la nutrition, les produits endocriniens, par exemple.

- Faire le lien, d'une manière plus affirmée, entre la politique de la ville et le PSJ. Pour cela, commencer par inviter les chefs de projets ville lors du prochain temps d'échange PSJ, ou participer au comité technique ou copil politique de la ville.
- Par rapport à la thématique sport et activités physiques, 24 postes d'animateurs sont financés par la DJSCS dans les quartiers politique de la ville, via l'association professions sport et loisirs. Ils pourront donc être des relais pour la mise en place d'action dans ce sens.
- Il a été aussi proposé d'intégrer les projets PSJ dans la programmation politique de la ville.
- L'association des étudiants à l'université travaille beaucoup sur la thématique de la sexualité. Il est aussi possible de passer par elle pour avoir des données médicales sur les étudiants parce qu'un bilan annuel est fait auprès d'eux. Actuellement, l'association travail sur le dispositif « étudiants relais santé ». Pour info, il n'y a pas de service santé à l'université, les médecins viennent que 2 semaines dans l'année pour faire les bilans auprès des 825 étudiants que compte l'université.
- Le REPEMA dispose de données sur les IVG et la contraception
- La MDA aussi peut communiquer sur les données des IVG (1 accompagnement vers l'IVG/semaine)
- Croix-Rouge : peut repérer des problématiques, mais pas de statistiques conséquentes sur la santé.

Prochaine étape : un document sera envoyé aux partenaires pour recenser les actions, les thématiques traitées, les acteurs concernés, les financements...

La présentation du diagnostic est prévue pour septembre.